

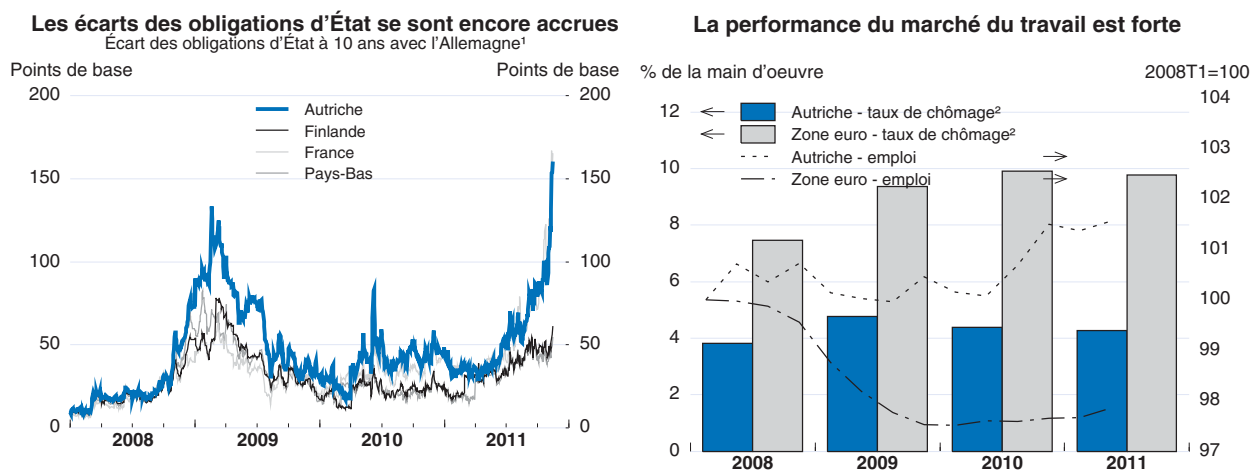
AUTRICHE

Après un premier semestre tonique en 2011, la croissance a subi un ralentissement marqué appelé à se poursuivre pendant la première moitié de l'année 2012. La détérioration des conditions extérieures et l'incertitude grandissante a pesé sur les exportations et l'investissement même si la consommation devrait continuer de progresser modestement, soutenue par un marché du travail résistant et une inflation en repli. L'économie devrait retrouver une croissance tendancielle d'ici à la fin de 2012 et un rythme légèrement au-dessus de la tendance en 2013, dans le sillage d'une reprise tirée par le rebond des exportations et de l'investissement.

La reprise par les exportations et l'investissement touche à sa fin

Les exportations, l'investissement et la reconstitution de stocks ont alimenté une croissance vigoureuse durant le premier semestre de l'année. Toutefois, le ralentissement de la croissance mondiale en général, et l'intensification de la crise de la dette européenne depuis l'été en particulier, ont entraîné un fléchissement de la demande extérieure des principaux partenaires commerciaux de l'Autriche. En outre, l'incertitude grandissante et la perte de confiance induites par la crise de la dette ont freiné l'expansion de l'investissement intérieur dans la mesure où les entreprises vont avoir tendance à reporter leurs décisions dans ce domaine. Il s'est ensuivi un ralentissement notable de la progression de la production au second semestre de 2011 appelé à se poursuivre pendant la première moitié de 2012. Lorsque le climat d'incertitude se dissipera et la confiance se rétablira, l'activité devrait se redresser au second semestre de 2012 et jusqu'en 2013, à mesure que les exportations et l'investissement reprendront.

Autriche



1. Au 17 novembre 2011.

2. Premier semestre pour 2011.

Source : Datastream ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932543811>


Autriche : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	282.4	-3.7	2.4	3.2	0.6	1.8
Consommation privée	148.6	1.0	1.2	1.2	0.9	1.2
Consommation publique	51.9	0.7	-0.1	1.3	0.7	0.6
Formation brute de capital fixe	60.5	-7.3	-0.3	3.6	1.2	2.2
Demande intérieure finale	261.1	-1.0	0.6	1.7	0.9	1.3
Variation des stocks ¹	3.6	-0.6	0.4	0.1	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	264.7	-2.9	1.8	3.1	0.5	1.3
Exportations de biens et services	167.0	-13.7	8.3	7.0	3.1	6.1
Importations de biens et services	149.3	-12.5	7.4	7.0	3.1	5.5
Exportations nettes ¹	17.7	-1.5	0.8	0.3	0.1	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
PIB sans ajustements jours travaillés	283.0	-3.8	2.3	3.2	0.6	1.8
Déflateur du PIB	—	0.9	1.7	1.8	1.8	1.7
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	0.4	1.7	3.5	1.9	1.7
Déflateur de la consommation privée	—	0.6	2.1	2.8	1.9	1.7
Taux de chômage ²	—	4.8	4.4	4.2	4.4	4.4
Taux d'épargne des ménages ³	—	10.7	8.3	7.7	7.7	7.6
Solde des administrations publiques ⁴	—	-4.1	-4.4	-3.4	-3.2	-3.1
Dette brute des administrations publiques ⁴	—	74.4	78.2	79.9	81.9	83.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ⁴	—	69.6	71.9	73.6	75.6	76.9
Balance des opérations courantes ⁴	—	2.7	3.0	3.0	3.4	3.8

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Sur la base de l'enquête de la population active.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545312>

**Le marché du travail
s'essoufflera quelque peu et
l'inflation va connaître
un repli**

Le marché du travail s'est comporté de façon exceptionnelle depuis le début de la crise financière puisque le taux de chômage de l'Autriche est le plus faible de toute l'Union européenne. Sachant que nombre de mesures de lutte contre la crise, notamment les dispositifs de mise en chômage partiel, sont toujours en place, le fléchissement de l'activité devrait n'avoir qu'un effet limité sur le chômage. L'inflation a connu une poussée brutale et devrait franchir la barre des 3 % cette année, du fait de la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques et d'une augmentation de la fiscalité indirecte sur la consommation. Cette poussée a entamé le revenu réel des ménages et grevé la consommation. Compte tenu du ralentissement de la montée des prix des produits de base et des produits alimentaires et de l'augmentation des surcapacités, l'inflation devrait toutefois marquer le pas. Ce repli, conjugué à la résistance du marché du travail, devrait jouer en faveur de la poursuite d'une progression modérée de la consommation.

Les mesures de consolidation devraient être reconduites

Les écarts de taux des emprunts souverains autrichiens ont nettement augmenté ces derniers mois jusqu'à dépasser les niveaux d'avant la crise de 2008. Les mesures prévues pour réduire le déficit structurel devraient donc être reconduites et tout dérapage évité pour gagner la confiance des marchés. Le gouvernement a annoncé récemment son intention de freiner l'endettement dans l'intention de parvenir à un déficit structurel de 0.35 % du PIB pour l'administration centrale et à un budget à l'équilibre pour les administrations régionales à partir de 2017. La mise en œuvre rapide de cette réforme devrait favoriser la confiance dans la viabilité à moyen terme des finances publiques.

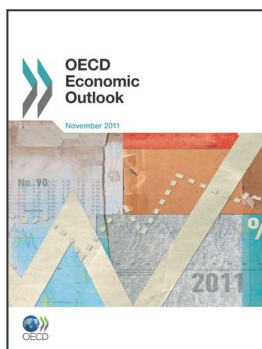
Il existe des risques de détérioration de la situation et des risques particuliers se profilent également en dehors de la zone euro

Les risques de détérioration sont principalement liés à l'éventualité d'une aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, et en particulier d'une aggravation de la situation en Italie, avec laquelle l'Autriche entretient des liens commerciaux et financiers étroits. L'exposition des banques autrichiennes à des pays d'Europe centrale et orientale et d'Europe du sud-est situés en dehors de la zone euro représente également une menace particulière pour les perspectives de l'Autriche. Un assombrissement notable des perspectives économiques de ces pays pourrait soumettre le système bancaire autrichien à des tensions plus vives et avoir des répercussions, via le canal du crédit, sur l'économie réelle. Il conviendrait donc que les pouvoirs publics étudient comment les fonds propres additionnels requis des banques autrichiennes, conformément à la nouvelle réglementation de leurs crédits extérieurs mise en place par l'autorité prudentielle, pourraient être obtenus sans saper leur capacité de prêt.

Orientations politiques à suivre en cas de risques négatifs

Pour le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre, souhaitable en tout état de cause, deviendrait essentielle pour renforcer la croissance :

- Afin de susciter la confiance dans la viabilité à moyen terme des finances publiques, il faudrait déclencher rapidement le freinage de l'endettement proposé. Dans cette hypothèse, on pourra laisser jouer les stabilisateurs automatiques en partie pour amortir les effets du ralentissement de l'activité
- Il conviendrait d'envisager un abaissement des cotisations sociales ou des taux marginaux d'imposition effectifs pour les travailleurs peu qualifiés, qui sont particulièrement menacés en période de récession.
- Pour dynamiser la croissance, il conviendrait de mettre en œuvre rapidement de nouvelles réformes du marché des produits pour faciliter l'accès au marché et la concurrence dans les industries de réseau et les services professionnels non exportables.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-12-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.